

COUR ADMINISTRATIVE

Numéro 24743C du rôle
Inscrit le 18 août 2008

Audience publique du 30 octobre 2008

**Appel formé par
Monsieur ..., ...
contre un jugement du tribunal administratif
du 9 juillet 2008 (n° 23840 du rôle)
en matière d'impôt sur le revenu**

Vu la requête d'appel, inscrite sous le numéro 24743C du rôle et déposée au greffe de la Cour administrative le 18 août 2008 par Maître James JUNKER, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de Monsieur ..., pilote de ligne, né le 9 janvier 1946, demeurant à ..., dirigée contre un jugement rendu par le tribunal administratif du Grand-Duché de Luxembourg le 9 juillet 2008 (n° 23840 du rôle) l'ayant débouté de son recours en réformation dirigé contre le bulletin d'impôt sur le revenu de l'année 2005 le concernant, émis par le bureau d'imposition Luxembourg X de la section des personnes physiques de l'administration des Contributions directes le 20 avril 2006, ainsi que contre une décision du directeur de l'administration des Contributions directes du 19 septembre 2007 portant rejet de sa réclamation introduite contre ledit bulletin le 11 mai 2006;

Vu le mémoire en réponse déposé au greffe de la Cour administrative le 15 septembre 2008 par le délégué du gouvernement;

Vu les pièces versées au dossier et notamment le jugement entrepris;

Le rapporteur entendu en son rapport, ainsi que Maître James JUNKER en sa plaidoirie à l'audience publique du 21 octobre 2008.

Dans sa déclaration d'impôt pour l'année 2005, Monsieur ... indiqua sous la rubrique «*Primes versées en vertu d'un contrat de prévoyance-vieillesse visé à l'article 111bis*

LIR» un premier montant de 3199,92 € payé en vertu d'un premier contrat de prévoyance-vieillesse avec effet au 1^{er} septembre 1991 jusqu'au 1^{er} septembre 2005 et un deuxième montant de 3199,92 € payé en vertu d'un deuxième contrat de prévoyance-vieillesse avec effet au 1^{er} octobre 2002 jusqu'au 1^{er} septembre 2012 tout en indiquant comme plafond déductible un montant de 3500 €.

Le 20 avril 2006, le bureau d'imposition Luxembourg X de la section des personnes physiques de l'administration des Contributions directes émit le bulletin d'impôt sur le revenu relatif à l'année 2005 en refusant la déduction des primes versées dans le cadre des contrats de prévoyance-vieillesse conclus par Monsieur ... au motif qu'«*en fait le montant total des versements répartis sur plusieurs contrats ne peut pas dépasser le plafond annuel déductible du contribuable, sous peine que tous les versements effectués au titre de l'imposition encourent un refus de déduction fiscale*».

Le 11 mai 2006, Monsieur ... fit introduire auprès du directeur de l'administration des Contributions directes, désigné ci-après par «*le directeur*», une réclamation dirigée contre le bulletin d'impôt relatif à l'année 2005 et le 19 septembre 2007, le directeur fit parvenir à celui-ci une décision de rejet de sa réclamation motivée comme suit:

«Considérant que la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu (L.I.R.) prescrit, en son article 111bis, alinéa 7 des montants annuels maxima déductibles au titre d'un contrat individuel de prévoyance-vieillesse, fixés en fonction de l'âge accompli du souscripteur en début de l'année d'imposition, en l'espèce 58 ans, d'où résulte le montant maximum déductible de 3.200 € en l'année litigieuse ;

Considérant qu'en vertu de l'alinéa 1^{er} dudit article 111bis L.I.R. les produits admis au titre de la prévoyance-vieillesse ne peuvent recevoir que des versements déductibles dans les conditions et limites de l'article 111bis L.I.R ;

qu'il s'ensuit qu'une personne ne peut pas effectuer, comme en l'espèce, au cours d'une année des versements qui dépassent son plafond de déduction maximale, sous peine que l'ensemble des versements annuels est refusé au titre de la déduction fiscale en sanction du non respect des conditions et limites édictées ;

Considérant que c'est à bon droit que le bureau d'imposition a refusé la déduction de l'ensembles des primes litigieuses qui dépassaient nettement le plafond instauré par la loi».

Par requête déposée au greffe du tribunal administratif le 18 décembre 2007, Monsieur ... fit introduire un recours contentieux tendant à la réformation du bulletin d'impôt relatif à l'année 2005 et à l'encontre de la décision directoriale du 19 septembre 2007.

Par jugement du 9 juillet 2008, le tribunal administratif déclara irrecevable le recours en tant que dirigé contre le bulletin d'impôt sur le revenu de l'année 2005 et recevable

mais non fondé le recours en tant que dirigé contre la décision du directeur du 19 septembre 2007.

Pour statuer ainsi, le tribunal estima que les produits de prévoyance-vieillesse ne peuvent recevoir que des versements déductibles dans les limites de l'article 111*bis*, alinéa 7 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu, en abrégé "*LIR*", donc à l'exclusion de tout versement qui dépasserait les limites de déduction y visées. Il en conclut que les versements effectués en 2005 par Monsieur ... ayant dépassé le plafond de déduction légalement prévu, ce serait par une juste application de la loi que le directeur avait refusé la déductibilité de l'ensemble des versements.

Le tribunal rejeta encore la demande subsidiaire tendant à poser à la Cour constitutionnelle certaines demandes préjudicielles relatives à la conformité de l'article 111*bis* tel qu'interprété par le tribunal avec les articles 11, paragraphe 6 et 10*bis*, paragraphe 1^{er} de la Constitution.

Il rejeta finalement le moyen présenté en ordre de dernière subsidiarité tiré de ce que l'absence de déductibilité de l'ensemble des versements effectués serait à considérer comme injuste, en répondant en substance que le tribunal ne statue pas en équité, mais en légalité.

Par requête déposée le 18 août 2008 au greffe de la Cour administrative, Monsieur ... a régulièrement relevé appel du jugement du tribunal administratif du 9 juillet 2008. Il demande principalement à la Cour de dire, par réformation du premier jugement, que les primes d'assurance prévoyance-vieillesse qu'il a payées en 2005 sont déductibles, pour l'année en question, suivant le plafond qu'il estime être de 3.500,- €. En ordre subsidiaire, il entend voir saisir la Cour constitutionnelle d'une question préjudicielle relative à la conformité de l'article 111*bis* LIR à l'article 10*bis*, paragraphe 1^{er} de la Constitution. Il demande encore l'allocation d'une indemnité de procédure de 2.000,- € pour chacune des instances.

Concernant la demande principale, il fait expliquer que tant le directeur que les juges de première instance auraient mal interprété l'article 111*bis* LIR. Tout en étant d'accord à ce que le contribuable n'est pas en droit de déduire de son revenu annuel une somme plus importante que le plafond déterminé par la disposition en question, il n'est pas d'accord à ce qu'en cas de dépassement du montant en question, l'intégralité de ses paiements effectués pendant une année donnée en exécution d'un contrat de prévoyance-vieillesse soient exclus du traitement fiscal de faveur tel que prévu par la disposition en question. Or, soucieux de maintenir un certain train de vie après sa mise à la retraite, il aurait souscrit en 2002 un nouveau contrat de prévoyance-vieillesse, mais n'aurait cependant pas sollicité la déductibilité fiscale des primes payées pour ce second contrat de prévoyance-vieillesse.

Sans autrement expliciter son raisonnement, le délégué du gouvernement demande la confirmation du premier jugement.

Il est constant en cause que le demandeur a conclu deux contrats de prévoyance-vieillesse et qu'il a indiqué dans le cadre de sa déclaration d'impôt relative à l'année 2005 l'ensemble des primes payées en vertu de ces deux contrats s'élevant à un montant total de 6399,84 €, tout en indiquant comme montant déductible un montant de seulement 3500,- €.

Concernant le montant du plafond que Monsieur ... était en droit de déduire pour l'année d'imposition 2005, c'est à bon droit que le directeur, se référant à l'âge du contribuable et aux montants fixés par l'article 111*bis*, alinéa 7 LIR, a retenu un montant déductible de 3.200,- €.

Concernant la question de l'absence de toute déductibilité en raison de paiements dépassant le plafond légal, la disposition pertinente est l'article 111*bis*, alinéa 1^{er} LIR, libellé comme suit:

« (1) Sont déductibles au titre d'un contrat individuel de prévoyance-vieillesse, les versements effectués auprès d'une compagnie d'assurances ou d'un établissement de crédit et destinés à alimenter des produits spécialement créés aux fins du présent article. Ces produits ne peuvent recevoir que des versements déductibles dans les conditions et limites définies ci-après.

Un règlement grand-ducal détermine les produits admis dans le cadre du présent article et précise les modalités et conditions minimales d'investissement à respecter au niveau de la politique d'investissement des produits visés."

Pour appuyer son raisonnement, le tribunal s'est basé sur les travaux préparatoires de la loi du 21 décembre 2001 portant réforme de certaines dispositions en matière des impôts directs et indirects, dont celle de l'article 111*bis*, en soulignant que lors du dépôt du projet de loi, l'alinéa 1^{er} de cette disposition était formulé ainsi :

« Sont déductibles, dans les conditions et limites définies ci-après, les versements effectués auprès d'une compagnie d'assurances ou d'un établissement de crédit au titre d'un contrat de prévoyance-vieillesse ».

Or, la commission des finances et du budget de la Chambre des Députés amenda le texte en question pour lui conférer la teneur actuelle sur base des considérations suivantes:

« Les amendements proposés à l'alinéa 1^{er} de l'article 111bis L.I.R. ont pour objet de préciser davantage les modalités d'application du contrat prévoyance-vieillesse (...). D'autre part, les produits en question ne pourront recevoir que des versements déductibles dans les limites de l'alinéa 7 de l'article 111bis L.I.R., donc à l'exclusion de tout versement qui dépasserait les seuils de déduction y visés. Cette précision a pour objet d'éviter tout traitement fiscal plus ou moins avantageux par rapport au droit

commun auquel est soumise l'épargne privée en général » (avis de la commission des finances et du budget, doc. parl. 4855⁵, p. 10).

Le tribunal conclut à partir de la précision apportée par l'amendement en question et du commentaire de la commission des finances que les produits de prévoyance-vieillesse ne peuvent recevoir que des versements déductibles dans les limites de l'article 111*bis*, donc à l'exclusion de tout versement qui dépasserait les limites de déduction y visées. Il ajouta que même si les textes pertinents applicables ne précisent pas explicitement la conséquence résultant du dépassement des limites légalement définies, un tel dépassement doit implicitement mais nécessairement entraîner une non-déduction fiscale de l'ensemble des versements faits durant l'année et non seulement de l'excédent sous peine de favoriser les produits de prévoyance-vieillesse par rapport aux produits classiques de l'épargne privée.

La Cour ne saurait tirer les mêmes conclusions que le tribunal du texte de l'article 111*bis*, alinéa 1^{er} LIR même interprété à la lumière de la genèse de la disposition en question suite à l'amendement introduit à l'initiative de la commission des finances et du budget de la Chambre des Députés. Le souci de celle-ci était de ne faire bénéficier d'un traitement fiscal de faveur que les versements ne dépassant pas le plafond légalement fixé et la précision selon laquelle les produits d'assurance vieillesse visés par l'article 111*bis* LIR *"ne pourront recevoir que des versements déductibles dans les limites"* légales ne tend qu'à exclure du traitement fiscal de faveur les versements qui dépasseraient ces limites. Si le législateur avait voulu instaurer une sanction aussi sévère en cas du dépassement du plafond applicable, il n'aurait pas manqué de l'instituer expressément. Conclure qu'en cas de dépassement du plafond légal, l'intégralité des versements effectués serait privée de déductibilité, même les versements qui bénéficient d'un avantage fiscal, conduirait à un résultat contraire à celui poursuivi par le législateur, sinon allant du moins bien au-delà du but poursuivi, et inique pour le contribuable en ce qu'une opération parfaitement légale, à savoir des versements importants au titre d'un contrat prévoyance-vieillesse, le pénaliserait finalement même au niveau des versements légalement déductibles. Ceci est d'autant plus vrai en considération de ce que tous les autres plafonds légalement prévus pour la déduction de dépenses spéciales suivent un régime général suivant lequel le contribuable peut effectuer ces dépenses à sa discrétion, seuls étant fiscalement déductibles les montants n'excédant pas les plafonds déterminés par la loi pour chacune de ces dépenses.

Eu égard au but poursuivi par le législateur, il est par ailleurs évident que la limitation des avantages fiscaux à un certain plafond au moment des versements annuels par le contribuable doit se prolonger et ne profiter à celui-ci, au moment où il bénéficie du paiement d'un capital ou d'une rente alimentée par les versements effectués en vertu d'un contrat prévoyance-vieillesse tel que visé par l'article 111*bis* LIR, que dans la limite de l'épargne cumulée produite par les versements conformes aux plafonds prévus par ladite disposition.

Il suit de ce qui précède que l'article 111*bis* LIR est à interpréter dans le sens de la déductibilité des paiements effectués dans la limite du plafond légal, et cela même si

l'ensemble des versements effectués en vertu de contrats prévoyance-vieillesse au titre de l'année d'imposition en question dépasse ce plafond.

Eu égard au succès de l'appel en tant qu'il est fondé sur le premier moyen tiré de la fausse interprétation de l'article 111*bis* LIR, il n'y a pas lieu d'examiner les moyens subsidiaires.

La Cour dispose des éléments d'appréciation nécessaires pour allouer à l'appelant une indemnité de procédure de 1.000 € pour chacune des instances, soit au total 2.000,- €.

Par ces motifs,

la Cour administrative, statuant à l'égard de toutes les parties,

reçoit l'appel en la forme,

au fond, le déclare partiellement justifié,

partant, par réformation du premier jugement, dit que la décision du directeur de l'administration des Contributions directes est à réformer en ce sens que les primes d'assurance prévoyance-vieillesse payées par Monsieur ... au titre de l'année d'imposition 2005 sont déductibles à concurrence du montant de 3.200,- €,

renvoie l'affaire devant le directeur de l'administration des Contributions directes,

alloue à l'appelant une indemnité de procédure de 2.000,- €,

condamne l'Etat aux dépens des deux instances.

Ainsi délibéré et jugé par :

Georges RAVARANI, président,
Francis DELAPORTE, vice-président,
Henri CAMPILL, premier conseiller,

et lu par le président en l'audience publique à Luxembourg au local ordinaire des audiences de la Cour à la date indiquée en-tête, en présence du greffier en chef de la Cour Erny MAY.

s. MAY

s. RAVARANI